

Contre COP des peuples Africains : Face à l'urgence climatique, le CAD-Mali organise la riposte citoyenne à SANSO

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 08 OCTOBRE 2024

1653

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale

La Commission de rédaction à la

rencontre des institutions clés du pays



Région de Kidal : Opération réussie contre des groupes armés terroristes



La Mine de Morela : Un cercueil géant

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

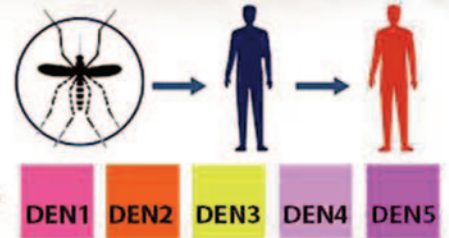


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux

- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires

- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



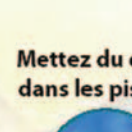
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



P.10



P.15



P.17



Une /



Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale : La Commission de rédaction à la rencontre des institutions clés du pays

P.4

Brèves /



Affaire de l'avion présidentiel et des équipements militaires : Un procès sous haute tension devant la Cour spéciale à Bamako
Région de Kidal : Opération réussie contre des groupes armés terroristes
Sommet de l'OIF : L'appel de la Côte d'Ivoire à la France

P.10

P.10

P.11

Actualité /



La Mine de Morela : Un cercueil géant
Contre COP des peuples Africains : Face à l'urgence climatique, le CAD-Mali organise la riposte citoyenne à SANSO

P.14

P.15

Politique /



22 septembre 1960-22 septembre 2024 : encore l'anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale et internationale endeuillé par des attaques terroristes
Décryptage : L'esprit du pouvoir

P.17

P.19

Culture & société /



La mouche soldat noire : Une alliée naturelle contre les ravageurs agricoles

P.22

International /



Élection Présidentielle aux États-Unis : Tensions et Enjeux Majeurs
USA : Tensions et incertitudes à l'approche de l'élection présidentielle

P.23

P.24

Sport /



Aigles du Mali : Le nouveau souffle sous la direction de Tom Saintfiet

P.25

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Charte pour la Paix et la Réconciliation

Nationale | La Commission

de rédaction à la rencontre des institutions clés du pays

Le président de la Commission de rédaction de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale, Ousmane Issoufi Maïga, a récemment initié une série de rencontres significatives avec les membres de diverses institutions du pays. Le mardi 24 septembre 2024, il a eu des échanges avec des représentants de la Cour constitutionnelle, du Haut Conseil des Collectivités (HCC), du Conseil Économique Social et Environnemental et Culturel (CESEC), ainsi que du CNT.

Accompagné de ses collaborateurs, Ousmane Issoufi Maïga a saisi cette opportunité pour discuter, recevoir des conseils et des suggestions de la part de la Haute juridiction, dirigée

par le président Amadou Ousmane Touré. Le ministre de la Refondation de l'État, en charge des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, était également présent lors de cette réunion.

Il est important de souligner que les décisions de la Cour constitutionnelle ont eu un impact significatif sur certaines crises institutionnelles post-électorales dans le pays. C'est pourquoi la Commission de rédaction de l'avant-projet de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale a jugé essentiel de rencontrer cette institution clé qui joue un rôle central dans le règlement des litiges électoraux.

Au cours de son intervention, le président de la Commission a mis en avant l'importance de garantir une large inclusivité conformément à un décret spécifique. Il a rappelé que des consultations ont été menées avec les forces vives de la nation, les universités et d'autres acteurs à Bamako et dans toutes les régions du Mali. L'objectif était de recueillir un large éventail d'opinions et de propositions pour enrichir le processus de rédaction de la Charte.

Les consultations ont révélé plusieurs préoccupations dans le domaine de la justice, telles que les difficultés d'accès à celle-ci, la lenteur des procédures, les coûts élevés, la corruption, les défis liés à l'exécution des décisions de

justice, ainsi que l'insuffisance des mesures contre la délinquance économique et la cybercriminalité.

Certaines décisions de la Cour constitutionnelle en matière électorale ont été identifiées comme étant à l'origine de crises post-électorales nuisant à la paix, à la sécurité, à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale. Dans ce contexte, le président de la Commission a exprimé son souhait de recevoir des recommandations de la Cour constitutionnelle pour intégrer des éléments clés dans la Charte, visant à apaiser le climat social et politique, et à promouvoir la paix, la sécurité, la réconciliation nationale, la cohésion sociale et le vivre ensemble.

Cette série de rencontres met en lumière l'importance du dialogue et de la collaboration entre les différentes institutions du pays pour progresser vers la consolidation de la paix et la promotion de la réconciliation nationale. Issoufi Maïga et la rédaction de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale au Mali

Issoufi Maïga a souligné l'importance de traiter spécifiquement la question de la justice dans le cadre de la rédaction de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale au Mali. Il a mentionné que lui et son équipe se sont rendus au ministère de la Justice pour écouter le garde des Sceaux et ses collaborateurs, afin de transmettre les messages des Maliens concernant la justice. De plus, il a souligné l'importance de consulter l'institution de la Cour suprême pour aborder les préoccupations des citoyens, soulignant que le président de la République leur a confié la mission de rédiger ce texte clé.

Pour Issoufi Maïga, la Charte pour la paix et la réconciliation nationale doit être un document solide prenant en compte le passé, le présent et le futur du Mali. Il insiste sur la nécessité pour les Maliens de se réconcilier, de pardonner et de dialoguer, tout en soulignant que la question de la justice est transversale et incontournable. Il reconnaît que le pays est actuellement divisé et met l'accent sur l'importance de la réconciliation, de la paix, de la défense, ainsi que des questions de démobilisation et de réinsertion.

La Commission dirigée par Issoufi Maïga s'est également rendue dans d'autres ministères

tels que celui de la Sécurité et de la Protection civile, de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, ainsi que celui de la Défense et des Anciens combattants, pour discuter des enjeux liés à la paix et à la réconciliation. Le président de la Cour constitutionnelle a salué l'approche de la Commission et a souligné que la paix et la réconciliation sont essentielles pour l'harmonie et la prospérité du peuple malien. Il a invité à réfléchir sur la promotion de la paix et la réconciliation, en tenant compte des défis actuels et des objectifs constitutionnels de l'État.

Le ministre chargé de la Refondation a souligné l'engagement de l'État à garantir des élections optimales, dans un contexte marqué par une crise multidimensionnelle, des divisions et des inégalités depuis plus d'une décennie. Il est essentiel de réfléchir à la meilleure manière de promouvoir la paix et de favoriser la réconciliation des populations pour assurer l'harmonie et la prospérité du peuple malien. Lors de la réunion évoquée, il est question de la préparation des élections à venir et de la nécessité d'avoir en place tous les dispositifs nécessaires impliquant l'administration et d'autres structures. La sécurité est une priorité, suivie du retour de l'administration, des services sociaux de base et des populations déplacées et réfugiées. Un Questionnaire sur la Paix et la Réconciliation Nationale au Mali

Un questionnaire portant sur la paix, la sécurité, la réconciliation nationale, la cohésion sociale et le vivre-ensemble a été distribué aux participants afin de mieux appréhender ces sujets et formuler des propositions opti-

males.

Les préoccupations concernant le manque de ressources et la gestion de l'autonomie de l'institution judiciaire ont été soulevées. L'Institution s'engage à transmettre ses observations à la Commission pour améliorer l'avant-projet de Charte. Dans le cadre de ces consultations, la Commission de rédaction a rencontré les membres du Haut Conseil des Collectivités pour discuter de l'apaisement du climat social et politique, du renforcement de la sécurité, de la paix, de la réconciliation nationale et du vivre-ensemble. Les échanges ont été constructifs et visent à recueillir des conseils et suggestions pour enrichir la Charte.

Les contributions des conseillers du HCC ont notamment porté sur la révision des conditions de révocation des élus et de la dissolution des conseils communaux afin d'éviter des frustrations, ainsi que sur l'opérationnalisation des nouvelles entités territoriales en vue des prochaines élections. Cette démarche inclusive et participative vise à garantir une meilleure représentativité et une gouvernance efficace dans le contexte actuel du pays.

Il est question ici de différentes initiatives et réflexions menées au Mali en vue de favoriser la paix, la réconciliation nationale et la refondation de l'État. Parmi les mesures évoquées, on retrouve la pérennisation et le renforcement du service national des jeunes en le rendant obligatoire, la création de la police territoriale, la dépolitisation de l'espace religieux et civique notamment dans les établissements scolaires et universitaires.





Il a également été question de l'adoption de textes juridiques encadrant les prêches, du renforcement de la justice transitionnelle et des efforts déployés par le Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale (HCC) dans ce sens. Les experts de la Commission ont apporté des éclairages importants sur ces sujets et ont travaillé en collaboration avec le ministère de la Refondation de l'État pour parvenir à une version finale du document de contribution.

Par ailleurs, le rôle des retraités et des membres du Conseil Économique Social et Culturel dans la recherche de solutions durables pour les questions nationales est souligné, mettant en avant l'importance de l'implication de tous les acteurs de la société malienne dans ce processus.

La rencontre entre le Conseil National de Transition (CNT) et la Commission de rédaction de l'avant-projet de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale a marqué une étape décisive dans le processus de réconciliation nationale au Mali. Les membres du CNT ont activement participé aux échanges en apportant leurs expertises et leurs visions pour la construction d'un Mali uni et prospère.

Il a été souligné que les débats ont été riches et constructifs, illustrant la volonté commune de tous les acteurs de travailler ensemble pour

un avenir pacifié. Implication de tous les acteurs pour la paix et la réconciliation nationale au Mali

L'engagement de l'ensemble des acteurs de la société malienne, y compris les retraités, les experts et les membres du CNT, est crucial pour parvenir à une solution durable et promouvoir la paix et la réconciliation nationale. Les contributions précieuses présentées lors de cet événement seront intégrées à l'avant-projet de la Charte, visant à consolider la paix et la cohésion sociale au Mali. Cette démarche marque une avancée significative dans la quête d'une paix durable pour le pays, avec des propositions émanant du Conseil national de transition.

Pour garantir un développement durable et authentique du pays, l'organe législatif recommande plusieurs mesures, telles que garantir l'égalité, la justice, la protection et accorder le pardon pour les cas qui ne heurtent pas la conscience collective. Il suggère également de promouvoir la paix et la réconciliation nationale en tant que devoirs des citoyens.

Lors de la réunion, le 4ème vice-président du CNT a présenté les éléments clés que l'institution souhaite voir inclus dans le document final. Il s'agit notamment de promouvoir et défendre la paix et la réconciliation nationale en tant que devoirs des citoyens, de travailler à

réconcilier véritablement les Maliens en mettant en œuvre les principes de solidarité, d'égalité, de justice, de protection et d'intégration prévus à l'article 3 de la Constitution. Le Cnt propose également d'instaurer une gouvernance vertueuse basée sur l'exemplarité, d'enseigner aux jeunes dès l'école primaire les valeurs républicaines, les devoirs du citoyen et les principes de l'action publique. Il recommande également le respect strict des règles de l'État de droit, en particulier en ce qui concerne la séparation des pouvoirs.

Concernant l'apaisement du climat politique et social, Hamèye Founè Mahalmadane souligne que des initiatives ont été prises, mais que leur efficacité nécessite d'être consolidée. Ainsi, le Cnt propose de fournir aux Forces de défense et de sécurité les moyens nécessaires pour remplir leurs missions sur l'ensemble du territoire national, d'assurer une distribution juste et durable de la justice, de garantir la sécurité des personnes et de leurs biens sur tout le territoire national. Il préconise également de veiller à la présence de l'administration générale et des services sociaux de base auprès des populations, et de proscrire toute instrumentalisation de la religion à des fins autres que spirituelles, en particulier à des fins politiques.

En ce qui concerne la vie politique, le CNT recommande de limiter le nombre de partis politiques en établissant un cahier des charges pour leur création et reconnaissance, au moins pour ceux qui seront éligibles au financement public. Ces mesures visent à renforcer la stabilité politique et sociale du pays, tout en favorisant la paix, la réconciliation nationale et le développement durable du Mali.

Propositions législatives du Comité national de transition pour la paix et la sécurité au Mali

Le Comité national de transition (CNT) propose diverses mesures législatives visant à promouvoir la paix, la sécurité, la réconciliation nationale, la cohésion sociale et le vivre ensemble au Mali. Parmi ces mesures, une proposition consiste à interdire par voie judiciaire l'adhésion à un parti politique et l'exercice de toute activité politique pour toute personne reconnue coupable d'avoir participé à des actes de terrorisme sur le territoire national.

Le Cnt recommande également la consolidation du retour à la vie constitutionnelle initié par l'adoption de la Constitution du 22 juillet 2023, ainsi que des actions concrètes pour favoriser le retour de la paix et la réconciliation nationale. Il met l'accent sur la lutte contre

l'impunité, la promotion du mérite et du travail bien accompli, le rapatriement et la prise en charge des réfugiés souhaitant retourner sur le territoire national, ainsi que le règlement des dossiers judiciaires en instance, notamment ceux liés à la lutte contre la corruption, la délinquance économique et financière, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

Par ailleurs, le CNT propose des mesures d'apaisement pour les repentis, c'est-à-dire ceux qui reconnaissent leur responsabilité dans des actes de terrorisme et s'engagent à y renoncer définitivement. Il recommande également que le projet de Charte soit soumis à un référendum après sa formalisation par voie législative, conformément à l'article 60 de la Constitution, pour garantir l'adhésion du peuple.

La commission dirigée par Ousmane Issoufi Maïga a souligné l'importance des contributions reçues, reflétant la diversité des points de vue et des attentes des différentes composantes de la population. Ces contributions portent sur des questions telles que la justice sociale, le climat politique et social, la cherté de la vie, l'énergie, l'insécurité alimentaire, les groupes armés, les personnes déplacées internes et les réfugiés. Ces échanges ont per-

mis à la commission de confirmer que le CNT a analysé de manière approfondie les documents qui lui ont été transmis.

La déclaration mentionne qu'une commission a pris l'engagement de prendre en compte un certain élément. Ensuite, le ministre de la Refondation de l'État s'est exprimé sa satisfaction à l'égard de l'approche responsable, participative, inclusive, ouverte et libre de ladite commission. Ibrahim Ikassa Maïga souligne le fait que des actions ont été entreprises au nom du peuple malien sans le consulter, ce qui a conduit à des retours en arrière. Il se questionne sur le nombre d'accords, de chartes et de pactes qui ont été conclus sans la participation du peuple.

Cette déclaration met en lumière l'importance de la transparence, de la consultation populaire et de l'inclusion dans les processus décisionnels. Elle souligne également les conséquences négatives qui peuvent résulter de l'absence de participation citoyenne dans l'élaboration des politiques et des accords. Enfin, elle invite à une réflexion sur la légitimité et la durabilité des décisions prises sans le consentement et l'implication des populations concernées.

Yacouba Ongoïba



Fédération Malienne de Football



COMPÉTITIONS AFRICAINES DES CLUBS

Le Djoliba AC et le Stade malien fixés sur leur sort

La Confédération Africaine de Football (CAF) a procédé ce lundi (7 Octobre) aux tirages au sort des phases de groupes de ses compétitions interclubs, à savoir, la Coupe de la Confédération et la Ligue des champions (2024-2025).

Le Djoliba AC et le Stade malien de Bamako ont été fixés sur l'identité de leurs différents adversaires à l'issue de ces tirages au sort qui se sont déroulés au Caire en Égypte.

En Coupe CAF, le Stade malien a hérité de la poule « B », composée de la R.S Berkane (Maroc), de Stellenbosch FC (Afrique du Sud) et de CD Lunda-Sul (Angola).

En Ligue des champions, le Djoliba AC est logé dans la poule « D » en compagnie d'Espérance Sportive de Tunis (Tunisie), de Pyramids FC (Égypte) et de Sagrada Esperança (Angola).

Notons que la première journée de la phase de poules des deux épreuves se jouera les 26 et 27 novembre prochain, tandis que la deuxième journée est prévue entre le 6 et 8 décembre 2024.



Kylian Mbappé au Real Madrid



Paul Pogba : "Quand j'ai reçu mon premier gros salaire à Manchester United, j'étais telle-

ment heureux que je suis allé voir mon père, et il m'a dit : 'Mon fils, ne gaspille pas ton argent, quand la fête sera finie, les invités partiront et tu seras laissé derrière.' Je ne comprenais pas ces mots jusqu'à ce que j'aie des problèmes, et j'ai remarqué que beaucoup d'amis qui venaient tout le temps ne prennent plus la peine de prendre de mes nouvelles. Les seules personnes que j'ai maintenant sont ma famille proche. C'est la vie !"

#afriqueplusfootball #abednegorenfort



Forces Armées Maliennes



Don de sang : La jeunesse de la commune VI se mobilise pour soutenir les Forces de Défense et de Sécurité

L'Association pour le Développement du Mali "an ka bèn" en collaboration avec les Jeunes Leaders de la Commune VI a organisé, le samedi 5 octobre 2024, une journée de don de sang en faveur des Forces de Défense et de Sécurité. C'était en présence de plusieurs autorités politiques, administratives, religieuses et coutumières.

Il s'agissait pour la jeunesse de la Commune VI, à travers une donation de sang d'exprimer son soutien et son accompagnement sans faille aux Forces de Défense et de Sécurité qui bravent le froid et la chaleur pour leur sécurisation.



DSSA : Le Mouvement an B'i Kô assiste les orphelins des militaires et paramilitaires

La marraine du Mouvement An b'i K'ô, Fatoumata Batouly NIANE a, à travers la Direction du Service Social des Armées (DSSA) offert, le samedi 5 octobre 2024 des kits scolaires aux orphelins des militaires et paramilitaires tombés pour la Patrie. C'était en présence du Directeur du Service Social des Armées, le Colonel-Major Bréhima SAMAKE et de la vice-présidente du Mouvement, TOURE Binta NIANE. Ces 500 kits scolaires composés, entre autres, des sacs, des cahiers, des matériels géométriques, des ardoises, des crayons, des bics viennent une fois de plus mettre un terme aux inquiétudes des veuves à la veille de cette rentrée scolaire.



BT Traore



Ne ko ..
Que sont devenus les 7 milliards de francs CFA annonces pour la relance du train ?

Tahirou J. Bah



Kalaban Coura ACI
Pluies diluviennes
Ça dépasse l'imagination
Des grosses goûtes d'eaux non stop !

Binaba Coulibaly, Chef du Centre Technique numéro 2 (CTN2) à Moov malitel serait assassiné selon sa famille et un chargé de mission à la Primature du Mali serait impliqué. Le dossier est en cours d'instruction judiciaire selon sa famille !

Il était père de quatre enfants (deux filles et deux garçons orphelins aujourd'hui)
Choguel Kokalla Maiga est interpellé afin qu'il soit au courant de cette histoire triste
Tahirou J Bah



Ras Dial Ras Dial



#STUDIO_MALI NÉCROLOGIE Le personnel du Groupe Aminata Konaté(Bara Musso)
À la profonde douleur de vous annoncer le décès de Aminata Konaté, la mère de M. Boureima Doumbia PDG de Bara Musso,
Décès survenu ce Lundi 07 octobre 2024 à Bamako.
La levée du corps est prévue demain Mardi 08 octobre 2024 à 16h00 à Baco Djicoroni non loin de l'ancien direction de Bara Musso.
À sa famille durement éprouvée, nous adressons nos condoléances les plus attristées.
Que la terre lui soit légère. Amine



Affaire de l'avion présidentiel et des équipements militaires : Un procès sous haute tension devant la Cour spéciale à Bamako



Le procès relatif à l'achat controversé de l'avion présidentiel et des équipements militaires continue de susciter l'intérêt alors qu'il se déroule devant la Cour d'Appel de Bamako, dans la salle N°1. L'audience du vendredi 4 octobre 2024 a été marquée par les témoignages cruciaux de deux acteurs clés : Abou Berthé, contrôleur financier au ministère de la Défense et des Anciens Combattants, et Seydou Dicko, délégué financier et membre de la commission de réception des équipements militaires. Ces témoignages étaient très attendus pour éclaircir les procédures entourant les marchés en question et les transactions financières qui ont suscité la polémique.

Ce procès retentissant, impliquant des personnalités de premier plan de l'État, dont certains sont décédés, suscite de vives réactions au sein de l'opinion publique. Des allégations de surfacturation et de mauvaise gestion planent sur ces acquisitions, alimentant ainsi un climat de suspicion quant à la gestion de ces contrats.

L'absence de certains protagonistes clés, tels que l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta et ses Premiers ministres de l'époque, rend la tâche des juges encore plus ardue. Ils doivent se baser sur les témoignages des acteurs encore en vie et sur les documents disponibles pour reconstituer les faits et rendre une décision équitable.

Une question centrale persiste : des ordres directs ont-ils été émis par les plus hautes autorités pour l'acquisition de l'avion présidentiel et des équipements militaires ? Et si tel est le cas, ces ordres ont-ils respecté les principes de transparence et de bonne gouvernance des fonds publics ? Certains témoins laissent entendre que des instructions émanant de la présidence pourraient avoir été exécutées sans le respect des procédures administratives habituelles.

Ce procès va bien au-delà des faits spécifiques pour soulever des questions cruciales sur la gouvernance et la gestion des ressources publiques, en particulier dans des domaines sensibles comme la défense. La justice est confrontée à un défi de taille, surtout lorsqu'elle doit enquêter sur des personnalités influentes d'un régime révolu. Certains considèrent même cette procédure comme un procès politique visant à discréditer un ancien régime.

Malgré les obstacles, les juges semblent déterminés à rendre une décision impartiale et équitable, malgré les zones d'ombre qui persistent autour de ces contrats. Ce procès représente un test crucial pour le système judiciaire malien, appelé à trancher en l'absence de certains acteurs clés. La capacité de rendre une décision juste et équilibrée dans

Région de Kida : Opération réussie contre des groupes armés terroristes



Le 4 octobre 2024, une opération militaire couronnée de succès a permis de localiser et de neutraliser une colonne de véhicules appartenant à des groupes armés terroristes (GAT) dans les localités de Tin Essako et Tinzawatène, situées dans la région de Kidal, au Mali. Cette intervention, menée par des unités militaires, s'inscrit dans le cadre des efforts continus de l'État pour assurer la sécurité du territoire et des citoyens. La colonne visée, composée de plusieurs pickups et d'un camion transportant des munitions et du carburant, était occupée par un grand nombre de combattants armés. Grâce à une collecte de renseignements méticuleuse, les forces militaires ont pu repérer plusieurs convois suspects circulant simultanément dans la région. Après une surveillance prolongée, la colonne ciblée a été détruite, démontrant ainsi l'efficacité des opérations de renseignement.

Parallèlement à cette opération terrestre, des unités aériennes ont mené des frappes qui ont conduit à la destruction de deux véhicules tout-terrain chargés de matériel de guerre, à environ 80 kilomètres au nord d'Anéfis, renforçant ainsi l'arsenal des terroristes. L'État-major des Armées a réaffirmé sa détermination à poursuivre ces efforts pour garantir la sécurité des Maliens, assurant à la population que les militaires demeurent mobilisés dans leur lutte contre le terrorisme. Cette opération s'inscrit dans une série d'initiatives visant à renforcer la présence militaire dans la région de Kidal, souvent touchée par des activités terroristes. Les forces armées du Mali continuent de travailler sans relâche pour mettre fin aux menaces qui pèsent sur la sécurité nationale et pour maintenir l'ordre public dans toutes les localités du pays. Les récentes interventions témoignent d'un engagement ferme à restaurer la paix et la sécurité dans les zones les plus affectées par l'insécurité.

Dans un contexte de défis sécuritaires croissants, la population est appelée à rester vigilante et à collaborer avec les autorités militaires pour renforcer les efforts collectifs contre le terrorisme. Cette opération réussie illustre la détermination des forces armées maliennes à assurer la sécurité des citoyens et à lutter contre toute forme de menace terroriste sur le territoire national.

Fatou Sissoko

de telles circonstances demeure incertaine. Seul le temps nous dira si la vérité éclatera pleinement au grand jour.

Mohamed N'Diaye

Sommet de l'OIF : L'appel de la Côte d'Ivoire à la France

La Côte d'Ivoire a récemment lancé un appel à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour engager un dialogue avec le Mali, le Burkina Faso et le Niger, qui ont été suspendus de l'organisation en raison de crises politiques. Cette initiative soulève des questions sur le rôle de la Côte d'Ivoire en tant que relais des intérêts français en Afrique de l'Ouest. Le président Alassane Ouattara est perçu comme un allié majeur de la France, et son régime est souvent considéré comme un acteur du néocolonialisme dans la région.

Les récentes prises de pouvoir militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont conduit à leur exclusion de l'OIF. Les nouveaux dirigeants militaires ont exprimé leur volonté de restaurer la souveraineté de leurs pays et de se libérer de l'influence néocoloniale de la France. Malgré cela, la Côte d'Ivoire, en tant que partenaire privilégié de la France, continue de plaider en faveur du dialogue avec ces nations, ce qui pourrait être interprété comme une tentative de restaurer l'influence française.

De nombreux observateurs estiment que la Côte d'Ivoire agit comme un mandataire de la France dans la région. Le président Ouattara adopte une position pro-européenne, soutenant les intérêts stratégiques de l'Occident et de Paris. Des témoignages récents évoquent l'implication de la Côte d'Ivoire dans des actions de déstabilisation de pays voisins, orchestrées par des acteurs français. Une vidéo récemment diffusée

met en lumière des projets de sabotage à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, impliquant l'armée ivoirienne sur ordre de la France.

En juillet 2024, le capitaine Ibrahim Traoré, chef du gouvernement de transition du Burkina Faso, a révélé l'existence d'un "centre opérationnel de déstabilisation" établi à Abidjan, visant à déstabiliser le Burkina Faso.

L'appel de la Côte d'Ivoire au dialogue avec les pays exclus de l'OIF peut être interprété comme une tentative de la France de renforcer son influence dans ces pays membres de l'AES. Malgré un affaiblissement de son influence directe, la France continue à utiliser ses alliés pour atteindre ses objectifs, menaçant ainsi la stabilité de la région. La Côte d'Ivoire est en effet un acteur clé sur la scène diplomatique, en particulier en Afrique de l'Ouest. Son implication dans l'appel au dialogue entre l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et les pays comme le Mali, le Burkina Faso et le Niger montre son engagement en faveur de la paix et de la stabilité régionales.

Il est vrai que la relation entre la Côte d'Ivoire et la France est étroite, avec des liens historiques et politiques forts. La France a effectivement cherché à maintenir son influence dans la région en s'appuyant sur des partenaires locaux comme le président Ouattara. Cela peut être interprété comme une forme de néocolonialisme, où les anciennes puissances coloniales continuent d'exercer une influence politique et économique sur les anciennes colonies.

Fatou Sissoko





CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA


- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

La Mine de Morela : Un cercueil géant



La mine est à l'arrêt depuis deux ans. Mais avant l'arrêt, les sociétés contractantes avaient causé pour de torts voire de dégâts sur la population locale et sur l'environnement. Les conséquences sont dramatiques pas seulement sur la santé, la sécurité, les conditions de logement, d'accessibilité. Elles nuisent également aux activités économiques.

La population locale ne dispose plus de terres cultivables. Les terres cultivables ont été confisquées au début de l'implantation à 5.000FCFA par l'hectare et après à 50.000FCFA. La population juvénile a été exposée à toute forme de dépravation : consommation d'alcool, prostitution...

Le chômage est le quotidien des jeunes. Sur les 444 employés seulement moins de 100 locaux. Le village est divisé entre ceux qui donnent un chèque blanc à la société et ceux qui réclament de meilleures conditions de vies. Les animaux meurent par dizaine à cause de la pollution liée au déversement de produits toxiques de la mine dans les eaux, une vraie

hécatombe animale. Pour faire un semblant de surveillance, des guetteurs sont postés sur des arbres distant chacun d'environ 500 mètres, rendant possible n'importe quelle intrusion. En plus de la mort des animaux, les personnes ayant par indécatesse d'utiliser ces eaux, cela a provoqué des démangeaisons.

Pendant, la saison sèche, la ville est enveloppée d'un brouillard de poussière réduisant la visibilité dont la conséquence est un afflux massif vers le centre de santé.

La carrière, un grand trou d'environ 200 mètres de profondeur, laissé entre les mains deux agents de sécurité (vigiles AAM), qui accumulent onze mois de retard de salaire, appuyé par deux vieux du village.

Cette carrière est située à moins de 5 mètres de l'école fondamentale. Selon, les témoignages le bruit des gros engins et la poussière de la carrière empêchent les élèves d'étudier.

Les bancs extraits de la carrière forment des montagnes, qui sont aujourd'hui assiégées par

les villageois à la recherche de quelques pépites d'or. Malheureusement des éboulements sont fréquemment enregistrés avec des morts et des blessés, dont la plupart sont des enfants.

Selon, certains jeunes, c'est la nuit qu'ils vont chercher de l'or à l'abri des regards surtout celui des agents de sécurité.

Morila est l'une des mines les plus productives du Mali. Firefinch l'a acquise en 2020 avec pour objectif de redonner une nouvelle jeunesse à cet actif en fin de vie.

Morila passera finalement sous le contrôle de l'État. C'est du moins l'information donnée le 8 mai 2024 par son actuel propriétaire australien Firefinch qui annonce la vente de la mine à la Société de Recherche et d'Exploitation des Ressources Minérales du Mali (SOREM-SA) pour un dollar symbolique.

Yatt

Contre COP des peuples Africains : Face à l'urgence climatique, le CAD-Mali organise la riposte citoyenne à SANSO



En prélude à la COP, prévue du 11 au 22 Novembre 2024 à Bakou (Azerbaïjan), la Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) donne la parole aux paysans, les premières victimes et les grands absents à Sanso le 30 sept 2024 au cours d'une Assemblée, regroupant toutes les sensibilités des communes de Domba, Massigui et Sanso, en présence des autorités communales de ces différentes communes. Trois communications une plantation d'arbres dans la cour de l'école fondamentale ont meublées cette activités : les causes et les conséquences des changements climatiques, les dettes illégales et femmes et jeunes face aux changements climatiques.

« Nous qui n'avons pas droit au chapitre décidant d'organiser notre COP ». Ainsi, Le CAD-Mali à l'instar des autres ONG et les mouvements sociaux pointent du doigt les acteurs des COP de maintenir la société civile à l'écart et de privilégier les grandes corporations.

L'objectif du Sommet des Peuples est de critiquer les « fausses solutions » et de proposer des solutions alternatives.

Le CAD-Mali est convaincu que la situation est critique, depuis de nombreuses années tous les acteurs parlent de « changement climatique ». alors que le dérèglement du climat est principalement dû à l'activité humaine et qu'il représente une menace réelle pour la planète.

Ce phénomène engendre déjà de multiples perturbations dont les impacts sont dévastateurs, en particulier pour les populations les plus vulnérables parmi lesquelles les populations de Domba, Massigui et Sanso, déjà victime de l'activité minière.

Pour ces populations, si rien n'est fait dès maintenant, les conséquences seront dramatiques et irréversibles, non seulement pour l'environnement mais aussi et surtout sur les populations parce que les changements à l'œuvre réduiront à néant les progrès réalisés ces dernières années.

Si les changements climatiques sont une réalité pour l'ensemble de la planète, tous les pays n'en subissent pas les mêmes conséquences et ne disposent pas des mêmes moyens pour s'en prémunir.

Pour ce qui concerne ces communes, elles préconisent la promotion des semences locales et de l'engrais organique, d'interdire des semences importées, d'organiser des campagnes de plantation d'arbres.....

Les changements climatiques sont un problème mondial qu'il convient d'affronter sur tous les fronts : à l'échelle collective, que ce soit au niveau local, national ou international, mais aussi à l'échelle individuelle.

Face à l'inaction de nombreux Etats, les citoyens du monde entier se sont largement mobilisés ces dernières années pour exiger de leur gouvernement des actions plus ambitieuses.

Yatt, Envoyé Spécial



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

22 septembre 1960-22 septembre 2024 : Encore l'anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale et internationale endeuillé par des attaques terroristes

Même si officiellement, il n'a été décrété de deuil national, il est indéniable qu'après les attaques terroristes du mardi 17 septembre dernier contre l'école de la gendarmerie et contre l'aéroport international-président modibo keïta de bamako-sénou, que les maliens viennent de vivre encore une fois hélas, son pire cauchemar juste à la veille de la célébration de la 64ème année anniversaire de son accession à la souveraineté nationale et internationale.



Très tôt le matin, aux environs de 05 heures du matin, du mardi 17 septembre 2024, les populations de la commune VI du district de Bamako, principalement celles du quartier de Faladié se sont vues réveillées par des tirs de fusils d'assaut, suite aux doubles attaques terroristes contre l'École de la gendarmerie et l'Aéroport international-Prési-

dent Modibo Keïta de Bamako-Sénou, créa ainsi une panique générale au sein de la population.

Cependant, après quelques heures d'échanges de tirs, la situation fut circonscrite et totalement maîtrisée par nos forces de défenses et de sécurité qui sont intervenues avec promptitude.

Certes, nous saluons la bravoure et le professionnalisme de nos Forces de défenses et de sécurité (FDS), nous saluons également l'attitude positive de nos populations qui ont soutenu et qui continuent aujourd'hui de soutenir et à accompagner nos forces de défense et de sécurité dans l'accomplissement de leur mission régalienne.



Au demeurant, nous ne pouvons-nous empêcher de nous poser un certain nombre de questions. Notre population n'a pas encore oublié les attaques terroristes perpétrées contre un bateau de la Compagnie malienne de navigation (COMANAV) un certain 07 septembre 2023, des attaques qui ont fait de nombreuses victimes innocentes dont leur seul tort fut d'être au mauvais moment, au mauvais endroit, obligeant nos autorités à sursoir à toutes les activités prévues pour la célébration de cette fête nationale.

Nous nous souvenons que le président de la transition, chef de l'État, le colonel Assimi Goïta, avait même décidé à ce que les fonds

qui étaient prévus pour ces festivités soient attribués à soutenir ces victimes. Et justement, c'est au moment où la nation entière venait de commémorer l'an un de la disparition tragique de ses enfants, victimes de ces attaques contre ce bateau qu'interviennent ces mêmes attaques presque au même moment cette fois-ci contre l'École de la gendarmerie et contre l'Aéroport international-Président Modibo Keïta. Pire, elles interviennent dans un contexte très particulier.

D'abord, ces attaques terroristes sont survenues au moment où les trois (03) États de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES) à savoir le Mali, le Burkina Faso et le

Niger, célébraient le premier anniversaire de la signature de l'acte fondateur de leur Alliance dont le principal objectif est la mutualisation de leurs efforts pour la sécurisation de l'espace qu'ils ont en partage. À leur grande surprise, ces attaques viennent s'offrir comme gâteau d'anniversaire.

Ensuite, les attaques du 17 septembre 2024 viennent endeuiller encore une fois l'anniversaire de la 64ème année de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale et internationale, clouant du coup au sol toutes les festivités programmées pour marquer l'évènement.

Alors les questions que nous nous posons et que nous ne pouvons-nous en empêcher sont les suivantes:

D'abord, comment tout cela a pu se passer surtout au moment où notre pays se targue de disposer aujourd'hui d'un système de défense à la pointe et d'un service de renseignement plus performant ?

Ensuite, la menace terroriste a-t-elle été sous-estimée pour ne pas relever le niveau d'alerte en cette veille de la fête de Maouloud de peur de créer la panique au sein de ces milliers de fidèles venant de par tout pour prendre part à l'évènement ?

Enfin, n'aurions-nous plus le droit de jouir de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale et internationale ?

En tout état de cause, nous estimons qu'au-delà des émotions et des pleurs, notre population a le droit d'être édifiée sur ce qui a fait défaut et qui expliquerait ce drame. Certes, il n'y a nulle part au monde une sécurité à cent pour cent, cependant nous restons convaincus que si réellement chacun jouait pleinement son rôle nous pourrions éviter certaines attaques les plus funestes.

Alors, il est plus que normal, voire nécessaire qu'une enquête indépendante soit diligentée pour situer les responsabilités et sanctionner s'il le faut ce qui ont failli afin que plus jamais nos populations ne soient victimes d'une telle atrocité.

Daouda DOUMBIA
Source : Inter de Bamako

Décryptage : L'esprit du pouvoir

Ce matin, dans décryptage, l'esprit du pouvoir. L'esprit du pouvoir peut être entendu comme étant la manière dont un individu habite une autorité. Mal incarné, le pouvoir devient nocif. Mieux représenté, il devient un antidote contre la mauvaise gestion. Fanga en bambara, hini en songhay, le pouvoir est un rapport social entre les individus, qui tire sa source dans l'esprit, lakkal en songhay, hakili en bambara.



Entendons par esprit, notre capacité à veiller au respect des règles de vie communes, à garantir l'union et la paix, à œuvrer pour l'intérêt collectif, etc. Dans une

logique d'interdépendance, l'esprit du pouvoir structure la vie des institutions : économique, familiale, judiciaire, législative, militaire, politique, scientifique... Ici, il s'agit de l'esprit du

pouvoir politique et des capacités d'un régime à l'incarner.

Réinventer le système démocratique

Le 14 octobre 1497, il y a six siècles, Askia Mohamed s'est appuyé sur la bonne organisation de son Etat pour préparer son voyage en Arabie saoudite (Kati : 1970). Askia avait compris que son empire tirait sa puissance et sa légitimité de l'adhésion de ses concitoyens à ses réformes foncières, sociales, judiciaires, etc. L'Etat songhay fonctionnait grâce au respect de son cadre sociopolitique, économique et juridique. C'était une forme de démocratie, impulsée par la manière dont Askia incarnait le pouvoir. Malheureusement, ses successeurs en ont fait qu'à leur tête. Le pouvoir peut rendre fou. La suite, en 1591 à Tondibi, les luttes fraternelles accélèrent la chute de l'empire face à l'armée marocaine. Presque trois siècles après, ailleurs sur le continent américain, en 1776, le 2eme président des Etats-Unis d'Amérique, John Adams, rappelle que "[...] la démocratie ne dure jamais longtemps. Elle gaspille, s'épuise [...]. Il n'y a jamais eu une démocratie qui ne se soit suicidée". La sentence est sévère. Mais Adams pointe l'impérieuse nécessité à agir sur les contradictions (oppression, disparité) pour réinventer le système démocratique. Autrement il disparaît. L'esprit du pouvoir politique s'évalue en questionnant les dynamiques inhérentes à la marche de toute société.

La ceinture des coups d'Etat

La première dynamique concerne les oppositions sociopolitiques ou économiques à prendre en considération pour une gestion inclusive de l'Etat. Le 19 novembre 1968, les contradictions entre le régime du président Modibo Kéita et une partie des Maliens favorisent le 1er coup d'Etat militaire du Mali indépendant,

porté par le Comité militaire de libération nationale (CMLN) de Moussa Traoré. D'autres causes du putsch militaire de Traoré contre Kéïta se trouvent dans les dérives du régime de ce dernier : abus de la milice populaire, imposition d'un franc malien non convertible, etc.

Conséquence : l'esprit du pouvoir de Kéïta (l'homme de l'indépendance) s'évapore. Son successeur, Moussa Traoré, squattera Kouloba durant 23 ans. La routine aidant, le valeureux soldat se perd dans les intrigues. Il commet l'erreur de minimiser la capacité de résistance des Maliens.

Les dérives dictatoriales de son pouvoir (le vendredi noir) sonnent le glas de son règne. Le 26 mars 1991, grâce à la détermination du mouvement démocratique, Amadou Toumani Touré (ATT) dépose Moussa Traoré au nom du Comité de transition pour le salut du peuple, CTSP. Désormais l'expression ceinture des coups d'Etat sied.

L'emprise des élites

La deuxième dynamique de l'esprit du pouvoir, c'est celle de la lutte des classes, qui pourrait paraître comme un concept marxiste désuet. Mais, ne nous méprenons pas. Nos sociétés sont encore traversées par des luttes antagonistes en raison de la mauvaise répartition des richesses. D'ailleurs, des régimes, comme celui d'ATT, s'y sont embourbés faute d'une

lecture progressiste des rapports de force, c'est-à-dire qu'il ne répondait plus aux attentes des Maliens. Ainsi, le président ATT a été rattrapé par la patrouille des putschs militaires.

Le 22 mars 2012, au nom du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE), le capitaine Amadou Haya Sanogo met fin à son régime. En cause, la mauvaise gestion des tensions sécuritaires dans le Nord du pays. En réalité, une des difficultés d'ATT a été son impuissance à construire une société malienne plus juste alors même que les Maliens le surnommaient le soldat de la démocratie. L'emprise des élites sur ATT a noyé au fin fond du fleuve Niger son esprit de réformateur. Mais à sa décharge, reconnaissons qu'ATT a réalisé des réformes sociales novatrices : Apej, Amo...

Les jeunes s'engagent

La troisième dynamique pour comprendre l'esprit du pouvoir, c'est celle de la lutte des places. Nos sociétés sont à un tournant, celui du désir d'autonomie individuelle : travailler, se loger, se soigner... Elle est amplifiée par la révolution numérique grâce à laquelle les combats pour la paix, la transparence, la sécurité, la liberté de pensée et d'expression se propagent. Aussi bien les manifestations pour le départ des forces occidentales que celles des forces onusiennes sont devenues virales.

Les jeunes s'engagent plus facilement pour défendre des causes auxquelles ils s'identifient. En 2020, les manifestations du M5-RFP contre le régime d'Ibrahim Boubacar Kéïta (IBK) pour plus de sécurité et de bonne gouvernance ont pris de l'ampleur, en partie, grâce aux réseaux sociaux. Elles n'ont finalement laissé aucune chance à son pouvoir. Le 18 août 2020 à Bamako, le colonel Assimi Goïta du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) abrège son régime. Happé par la crise sécuritaire, IBK n'a pas su actionner des leviers démocratiques permettant de mieux incarner le pouvoir politique à travers des projets pour la jeunesse.

Pour la vie des Maliens

La quatrième et dernière dynamique pour lire l'esprit du pouvoir, c'est celle de la politique, portée par un parti politique ou une idéologie politique. La dynamique politique est avant tout avant-gardiste. Sa force, c'est de rassembler tout une nation. Symbole de l'espoir et de la démocratie, elle pousse un peuple à dire non à l'injuste et à l'inégal. Elle nourrit l'esprit du pouvoir grâce au débat d'idées, peu importe la coloration politique.

Aujourd'hui, la singularité du contexte sécuritaire invite à renouer avec une dynamique politique en accord avec les exigences démocratiques : élection, etc. Sous le poids des crises, nos économies risquent de craquer. Le secteur privé s'éteint. Les investisseurs deviennent rares. Par conséquent, il est temps d'agir pour le retour des conditions politiques favorables à la vie des Maliens. Nous le savons tous.

Concluons : la convergence des différentes dynamiques fortifie l'esprit du pouvoir politique. Le 17 septembre 2024 à Bamako, les attaques narcoterroristes du GNIM contre l'école de gendarmerie et le camp 101 appellent à l'esprit du pouvoir. Certes, l'équation pourrait paraître difficile, mais sa résolution est à portée de main si nous sommes unis. Enfin, incarner l'esprit du pouvoir politique, c'est gouverner avec réalisme et pragmatisme, car "ce qui ne peut être évité, il faut l'embrasser", nous transmet William Shakespeare.

Mohamed Amara
Sociologue
Source: Mali Tribune





COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur)** :

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

La mouche soldat noire : Une alliée naturelle contre les ravageurs agricoles

Au cœur de la région de Maradi, au Niger, un institut de recherche agronomique se distingue par ses avancées dans la lutte contre les insectes ravageurs. L'institut national de recherche agronomique de Maradi abrite un laboratoire entomologique à la pointe de la recherche sur les méthodes alternatives pour protéger les cultures.

L'une des innovations majeures de cet institut est la mise au point d'une technique d'élevage de la mouche soldat noire. Ce petit insecte, souvent méconnu, se révèle être un allié précieux dans la lutte biologique contre les ravageurs agricoles. En effet, la mouche soldat noire se nourrit des larves d'autres insectes nuisibles aux cultures, limitant ainsi leur propagation et les dégâts qu'ils peuvent causer.

Grâce à des conditions d'élevage optimisées au sein du laboratoire entomologique, les chercheurs de l'institut ont réussi à produire en grande quantité ces insectes aux propriétés bénéfiques pour l'agriculture. Cette approche respectueuse de l'environnement s'inscrit dans une démarche de lutte biologique, offrant une alternative aux pesticides chimiques souvent nocifs pour la biodiversité et la santé humaine.

L'utilisation de la mouche soldat noire comme moyen de lutte biologique présente de multiples avantages. En plus de limiter l'usage des produits chimiques, elle contribue à préserver l'équilibre naturel des écosystèmes agricoles. De plus, cette méthode s'inscrit dans une logique de développement durable en favorisant



une agriculture plus respectueuse de l'environnement et des populations.

Les recherches menées par l'institut national de recherche agronomique du Niger de Maradi ouvrent de nouvelles perspectives pour une agriculture plus durable et résiliente face aux

défis des ravageurs. La mouche soldat noire incarne ainsi une solution prometteuse pour les agriculteurs en quête de méthodes alternatives et durables pour protéger leurs cultures.

Fatou Sissoko





Élection Présidentielle aux États-Unis : Tensions et Enjeux Majeurs

Les États-Unis se préparent à une élection présidentielle cruciale qui aura lieu le 5 novembre. Les enjeux sont élevés, avec des déclarations fortes émanant des principaux acteurs politiques et des personnalités influentes du pays.

Le candidat républicain à la présidence, Donald Trump, a récemment déclaré que si les États-Unis ne remportaient pas cette élection, le pays "ira en enfer". Ses propos, rapportés par le Guardian, soulignent l'importance qu'il accorde à cette élection et la vision critique

qu'il a de l'avenir du pays en cas de défaite.

D'autre part, l'entrepreneur américain Elon Musk a également exprimé ses inquiétudes quant à l'avenir du pays en cas de victoire de la candidate démocrate Kamala Harris. Selon lui, l'arrivée continue d'immigrants illégaux et leur obtention de la citoyenneté avec le droit de vote pourraient changer le paysage politique de manière significative, favorisant le Parti démocrate et limitant les choix des électeurs aux candidats démocrates aux primaires.

Face à ces déclarations controversées, le président sortant Joe Biden a dû faire face à des défis pendant sa campagne électorale. Après un débat jugé décevant avec Donald Trump en juin, il a pris la décision de se retirer de la course et de soutenir la nomination de sa vice-présidente, Kamala Harris, pour représenter le Parti démocrate. Sa candidature a été officiellement approuvée lors d'une convention du parti.

Cette élection présidentielle aux États-Unis est donc marquée par des tensions politiques importantes, des déclarations incendiaires et des enjeux cruciaux pour l'avenir du pays. Les électeurs devront peser soigneusement leurs choix et se mobiliser pour décider du futur président qui dirigera la nation dans les années à venir.

Arouna Sidibé

USA: Tensions et incertitudes à l'approche de l'élection présidentielle



Lors que la campagne présidentielle aux États-Unis entre dans sa dernière ligne droite, le candidat démocrate Joe Biden exprime des inquiétudes quant au déroulement pacifique du scrutin, pointant du doigt le comportement de son rival républicain, Donald Trump. Les deux adversaires se concentrent sur des États-clés tels que la Pennsylvanie et le Michigan dans l'espoir de remporter la victoire.

Joe Biden a récemment mis en garde contre le risque de troubles lors du vote, en citant les déclarations passées de Donald Trump et en soulignant leur potentiel impact sur la sécurité du processus électoral. Cette préoccupation s'inscrit dans un contexte de tensions croissantes à l'approche de l'élection, avec des signes d'une polarisation profonde au sein de la société américaine.

Les centres de vote dans les comtés les plus disputés se transforment en véritables forteresses, équipés de mesures de sécurité renforcées telles que des clôtures en fer forgé et des détecteurs de métaux. Cette atmosphère de méfiance et de vigilance est alimentée par les événements passés, notamment l'attaque du Capitole en janvier 2021, qui a laissé des marques indélébiles dans la mémoire collective.

La certification des résultats de l'élection suscite également des inquiétudes, avec la possibilité d'un décompte serré nécessitant plusieurs jours pour déterminer le vainqueur. Donald Trump, qui n'a pas reconnu sa défaite en 2020, continue de semer le doute en évoquant des fraudes potentielles et en critiquant ses adversaires démocrates.

Le candidat républicain persiste dans sa rhétorique incendiaire, attribuant même les attaques dont il a été victime à ses opposants politiques. Pendant ce temps, les démocrates dénoncent le climat de tension exacerbé par les déclarations de Trump et appellent à un débat plus serein et constructif.

Dans ce contexte tendu, Donald Trump intensifie sa campagne électorale, avec des meetings prévus dans des États clés tels que la Pennsylvanie et la Géorgie. Sa présence à Butler, en Pennsylvanie, pour un nouveau rassemblement politique est marquée par la participation annoncée d'une personnalité de renom, Elon Musk, symbolisant l'importance des soutiens et des enjeux à quelques semaines du scrutin.

Arouna Sidibé

Aigles du Mali : Le nouveau souffle sous la direction de Tom Saintfiet

Le récent entraîneur des Aigles du Mali, Tom Saintfiet, entame brillamment son mandat en prenant les rênes de l'équipe nationale. Après la validation de son contrat par la FEMAFOOT le jeudi 5 septembre dernier, Saintfiet a dirigé avec succès ses deux premiers matchs officiels lors des éliminatoires de la CAN 2025. Le premier match s'est conclu par un match nul contre le Mozambique (1-1), suivi d'une victoire 1-0 contre l'Eswatini.

Dans le but de renforcer l'équipe nationale et de concrétiser son projet de jeu, le sélectionneur belge a entrepris une tournée à la rencontre de potentiels joueurs pour rejoindre l'équipe nationale du Mali. Sa première étape l'a mené en Allemagne, où il a rencontré El Bilal Touré, Ibrahima Cissé et Moussa Sylla de Schalke 04. Il a ensuite poursuivi sa tournée en Hongrie pour rencontrer Adama Traoré de Ferencváros TC, puis en Belgique pour échanger avec Ibrahima Kébé de Lommel SK. Sa dernière étape s'est déroulée en Suisse, où il a eu des discussions avec Abdoulaye Diaby du FC Saint Gallen.

Ces rencontres ont été l'occasion pour Saintfiet de présenter son projet de jeu, d'aborder les prochaines échéances des Aigles, notamment les éliminatoires de la CAN 2025 et du Mondial 2026. Les échanges ont été fructueux et ont permis d'établir une feuille de route claire pour l'avenir de l'équipe nationale du Mali.

Le sélectionneur Tom Saintfiet poursuivra sa tournée après les matchs contre la Guinée Bissau en octobre, afin de rencontrer d'autres joueurs dans divers pays. Son objectif est de bâtir une équipe de plus en plus compétitive et de guider les Aigles vers de nouveaux succès sur la scène internationale.

Fatou Sissoko





Bélier (21 mars - 19 avril)

Amour : Vous traversez une période riche en émotions et en imprévus. Votre partenaire pourrait vous surprendre, et vous devrez faire preuve d'adaptabilité. Célibataire, des rencontres inattendues vous attendent.

Travail : Votre ambition est renforcée cette semaine, et vous aurez envie de prendre les devants. Cependant, soyez prudent et ne foncez pas sans réfléchir. Vos initiatives pourraient avoir un impact à long terme.

Santé : Ne laissez pas le stress vous envahir. Accordez-vous des moments de détente pour éviter un épuisement mental et physique.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Amour : Des bouleversements positifs viennent égayer votre vie amoureuse. En couple, vous pourriez découvrir une nouvelle facette de votre partenaire, renforçant votre lien. Célibataire, l'univers vous réserve des surprises.

Travail : Attendez-vous à des imprévus qui pourraient changer vos habitudes. Soyez ouvert à de nouvelles manières de faire les choses, cela pourrait s'avérer bénéfique pour votre carrière.

Santé : Ne négligez pas votre bien-être. Accordez-vous du temps pour vous ressourcer et pratiquer des activités qui vous aident.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Amour : Les natifs des Gémeaux traversent une semaine intense sur le plan sentimental. Des révélations pourraient changer la dynamique de vos relations.

Travail : Restez à l'écoute de ce qui se passe autour de vous, car des opportunités inattendues se présentent. Votre curiosité naturelle sera votre plus grand atout pour découvrir de nouveaux horizons.

Santé : Attention à la fatigue. Prenez soin de votre équilibre physique et mental en accordant du temps à la détente.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Amour : Une semaine passionnante s'annonce avec des émotions fortes et des révélations. Votre intuition jouera un rôle important dans vos décisions amoureuses.

Travail : Vous recevrez des opportunités professionnelles surprenantes. Suivez vos instincts, ils vous guideront vers le succès.

Santé : Prenez soin de votre bien-être émotionnel. La méditation et les activités apaisantes vous aideront à traverser cette période de manière harmonieuse.



Lion (22 juillet - 23 août)

Amour : Vous surprendrez votre entourage par votre sensibilité. En couple, cette facette de vous renforcera vos liens. Célibataire, c'est le moment de sortir de votre zone de confort pour rencontrer de nouvelles personnes.

Travail : Vous êtes sur une lancée positive. Votre leadership naturel et votre ambition vous permettront de faire avancer des projets importants et de gagner la confiance de vos supérieurs.

Santé : Votre énergie sera à son apogée. Veillez ne pas vous épuiser en vous dispersant. Votre sommeil et à une alimentation équilibrée sont importants.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Amour : C'est une semaine empreinte de douceur et de romantisme. En couple, vous vous montrerez attentif, et célibataire, des rencontres amoureuses pourraient bien vous surprendre.

Travail : Votre rigueur et votre sens du détail seront très appréciés au travail. Vous saurez gérer vos priorités avec brio.

Santé : Les astres vous encouragent à cultiver votre bien-être intérieur. Accordez-vous des moments de détente pour préserver votre équilibre.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Amour : Vous vivrez une semaine harmonieuse dans vos relations. En couple, la complicité sera au rendez-vous, et les célibataires pourraient faire des rencontres marquantes.

Travail : Votre créativité et votre sens de l'esthétique seront des atouts majeurs cette semaine. Profitez-en pour mettre en avant vos idées innovantes.

Santé : Vous jouerez d'une belle énergie, mais attention à ne pas trop vous investir dans des activités sociales, au risque de vous fatiguer.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Amour : C'est une semaine pleine de surprises sur le plan amoureux. En couple, les émotions seront intenses, et célibataire, une rencontre inattendue pourrait transformer votre vie.

Travail : Votre détermination vous permettra de surmonter les obstacles professionnels et d'atteindre vos objectifs. Vous inspirerez vos collègues par votre motivation.

Santé : Veillez à adopter une routine sportive pour maintenir votre forme physique tout en respectant les besoins de votre corps.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Amour : L'aventure et la découverte seront au rendez-vous dans votre vie amoureuse. En couple, vous aurez envie d'explorer de nouvelles expériences. Célibataire, vous pourriez bien rencontrer une personne qui partage vos passions.

Travail : Votre capacité à établir des relations professionnelles sera votre atout cette semaine. Vous saurez élargir votre réseau avec succès.

Santé : Entourez-vous de personnes positives et engagez-vous dans des activités qui vous procurent du bien-être.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Amour : Semaine épanouissante sur le plan sentimental. Votre partenaire sera un soutien solide. Vous trouverez des façons de vous comprendre et vous épauler. Les célibataires pourraient faire une rencontre pour une relation durable.

Travail : Efficace et organisé dans votre travail. Vos compétences de gestion du temps vous permettront de gérer vos tâches.

Santé : Votre rigueur habituelle s'étend aussi à votre bien-être. Prenez le temps de pratiquer des activités physiques modérées et de vous accorder des moments de repos pour conserver votre équilibre.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Amour : Les couples passeront par une phase de communication intense. Des décisions importantes pourraient être prises. Les célibataires devraient rester ouverts aux nouvelles rencontres.

Travail : Vos idées innovantes feront sensation au travail. Vous pourriez être impliqué dans des projets. Une bonne période pour partager vos idées.

Santé : Vous bénéficiez d'une belle énergie, mais attention à ne pas vous laisser emporter par l'excitation de vos projets au point d'oublier de vous reposer. Prenez du recul pour garder un bon équilibre entre travail et détente.



Poisson (19 février - 21 mars)

Amour : Cette semaine de douceur particulière. Vous partagerez des moments d'intimité et de tendresse avec votre partenaire. Pour les célibataires, une rencontre pourrait éveiller des sentiments profonds.

Travail : Faire preuve de diplomatie au travail. Des tensions pourraient surgir, mais votre capacité à écouter et à apaiser les situations tendues sera un atout.

Santé : Vous pourriez ressentir le besoin de ralentir le rythme. Profitez-en pour pratiquer des activités relaxantes comme la méditation ou le yoga afin de maintenir votre sérénité et éviter le surmenage.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1117 **Malikilé**

1592 Malikilé

Intégration et suivi aux membres de l'élite de l'opposition... Réactions vives de l'opposition

Le ministre Diop à la Conférence des Nations Unies

Le Combat de Yahya Samaké

Défense de la Démocratie et des Libertés Fondamentales au Mali

1592

1117 **Malikilé**

1593 Malikilé

Centre de Formation Professionnelle de Séno - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

Visite de Président Assimi Goïta au Burkina Faso

Renforcement de la coopération bilatérale

1593

1117 **Malikilé**

1594 Malikilé

Renforcement des relations diplomatiques et humanitaires... Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

Justice Internationale

Al Hassane reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

1594

1117 **Malikilé**

1595 Malikilé

Politique autour de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal : enjeux et implications

Mémoire de Boubou / Chaguel

Un tissu de mensonges ?

1595

1117 **Malikilé**

1596 Malikilé

Call de cesse de force pour lutter contre la dégradation... Une Initiative de Boubou Bakissa Assani et de l'Association Espoir en Rouge

La rançon de la quête de souveraineté

1596

1117 **Malikilé**

1597 Malikilé

Fin de guerre interarmées de Séno... Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

Primaires

Pathétique Chaguel !

1597

1117 **Malikilé**

1598 Malikilé

Visite diplomatique de l'ambassadeur à Rio de Janeiro... Le ministre Diop rencontre son homologue des Emirats Arabes Unis

Situation sécuritaire au Mali

Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

1598

1117 **Malikilé**

1599 Malikilé

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie... Le Président Assimi reçoit en audience Moustapha Kouyateh (SPASSI)

Initiative royale pour l'Afrique atlantique et le Sahel

Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique ?

1599

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23